

Les petites et moyennes entreprises en Palestine

« L'Europe et les autres pays arabes peuvent représenter une aide essentielle pour nous. L'Union pour la Méditerranée peut contribuer à développer notre économie et à dominer les obstacles ».

ENTRETIEN avec *Hazem Shunnar* par *Javier Albarracín*

Hazem Shunnar, en sa qualité de conseiller du premier ministre de l'Autorité Nationale Palestinienne pour les Petites et moyennes entreprises (PME) et d'ancien collaborateur du ministre adjoint au Ministère de l'Economie Nationale pour les Etudes, Plans et *Capacity Building*, est un grand connaisseur des difficultés auxquelles est confrontée l'économie palestinienne, notamment les petites et moyennes entreprises. Celles-ci devraient être un moteur du développement et de la création d'emplois, comme c'est le cas dans le reste des économies méditerranéennes. Cependant, aux difficultés inhérentes à la création d'entreprises, s'ajoutent de nombreux et systématiques obstacles provenant des autorités israéliennes auxquels les PME palestiniennes doivent faire face.

AFKAR/IDEES : *Après la dernière crise de Gaza du début de l'année, quelle est la situation économique en Palestine ?*

HAZEM SHUNNAR : La situation actuelle de la Cisjordanie est meilleure qu'il y a deux ans.

Il existe une grande différence entre la Cisjordanie et Gaza. Comme nous avons un gouvernement de technocrates en Cisjordanie, le secteur économique a été orienté de manière très professionnelle. Nous avons préparé un plan de développement sur trois ans qui a été présenté lors de la Conférence des Donateurs de Paris, où 7,5 milliards de dollars ont été promis à

la Palestine. Grâce à cela, nous avons pu payer les salaires des employés et mettre en œuvre de nouveaux projets en Palestine. La situation s'est ainsi plus ou moins stabilisée en Cisjordanie, ce qui a aidé la population à développer les activités existantes et à s'engager dans de nouveaux projets. A Gaza, les employés n'ont pas pu recevoir leur salaire durant les deux dernières années de gouvernement du Hamas.

A/I : *Quels sont les principaux secteurs de l'économie palestinienne en termes de PME, en particulier dans le secteur privé ?*

H.S. : A vrai dire, notre économie est très fragile et a été fragilisée par l'occupation et les pratiques de l'armée d'occupation. L'armée israélienne a mis en place environ 750 *check-points* au sein de la Cisjordanie qui rendent difficiles les mouvements des biens et des personnes entre les villes et villages, ce qui affecte considérablement l'économie. De plus, les israéliens ne cessent d'étendre leurs colonies et le siège entre la Cisjordanie et Israël sur les territoires palestiniens, dans certains cas en plein cœur de la Cisjordanie, ce qui affecte énormément l'économie.

Le secteur le plus important est celui des services. La Palestine est la Terre Sacrée et attire de nombreux touristes, mais cela, bien évidemment, est lié à la sécurité et à la situation politique. La situation ayant été plus ou moins stable en Cisjordanie au cours

des deux dernières années, le nombre de touristes en Palestine a augmenté. L'autre secteur important est l'industrie (familiale, PME) qui représente environ 95 % de l'économie palestinienne. Les principaux types d'industries que nous avons sont l'exploitation de la pierre, que nous exportons, l'agroalimentaire et le textile (spécialement la fabrication de chaussures).

De plus, nous avons le secteur de la construction. Comme vous le savez, le manque de terres nous oblige à construire verticalement, ce qui densifie nos villes et affecte profondément nos conditions de vie et la situation socioéconomique. Mis à part cela, la construction est en plein essor car les gens voient l'immobilier comme l'investissement le plus sûr et placent tout leur argent dans les bâtiments et les terrains.

A/I : *Concernant ce que vous disiez au sujet des PME dans tous ces secteurs : où ces PME peuvent-elles trouver des financements pour s'accroître ou développer de nouvelles activités ? Quelle est la situation du secteur financier en Palestine ?*

H.S. : Nous avons différents types d'institutions qui prêtent ou offrent des services financiers aux PME. Nous avons des banques (du secteur privé), nous avons des institutions similaires aux ONG, dont les fonds émanent d'actions possédées par des hommes d'affaires ainsi que des dons, qui prêtent aux PME avec de faibles commissions et des taux d'intérêts peu élevés.

L'industrie familiale et les PME représentent environ 95 % de l'économie palestinienne

A/I : *Cela s'applique-t-il à la Cisjordanie et à Gaza ?*

H.S. : Avant le coup d'Etat du Hamas, toutes ces institutions avaient des branches en Cisjordanie et à Gaza.

A/I : *Quel est le rôle des palestiniens vivant à l'étranger concernant l'aide économique à la Cisjordanie et à Gaza ?*

H.S. : Certains d'entre eux investissent en Palestine. De fait, la plus grande société de Palestine, PADICO, a été créée par des palestiniens expatriés. PADICO a des branches dans différents secteurs (construction, tourisme, services, télécommunications...), toutes sont des entreprises privées. Les palestiniens vivant à l'étranger peuvent beaucoup aider en investissant en Palestine, mais les investisseurs ont leur propre agenda et recherchent leur propre profit. Si la situation est stable et s'il y a des possibilités pour eux d'investir en Palestine, ils viendront, qu'ils soient ou non palestiniens. Bien sûr il y a un sentiment national, mais il n'incite pas à investir si vous avez l'impression de jeter votre argent par les fenêtres. Le rôle des investisseurs palestiniens expatriés, tout comme les autres, arabes et internationaux, peut s'accroître si nous arrivons à une solution politique.

A/I : *Avant la dernière crise, la Turquie avait un projet de développement dans un parc industriel de Gaza, dans la zone industrielle d'Eretz. A-t-il été mis en place ?*

H.S. : Tous les parcs industriels de la zone d'Eretz sont actuellement

Hazem Shunnar au séminaire « Entrepreneurship and Human Capital Development » organisé par MENA-OECD Investment Programme, en collaboration avec l'IEMed. Barcelone, mai 2009./ IEMED

fermés, mais le gouvernement turc soutient un autre parc à Tarkumia, près d'Hebron.

A/I : *Ce projet est-il en cours d'exécution ?*

H.S. : Oui, c'est un projet actuel.

A/I : *En ce qui concerne l'Union pour la Méditerranée (UpM) au sein de laquelle la Palestine aura l'un des sous-secrétariats, quelles sont vos attentes en termes d'économie et d'impact politique pour le cas de la Palestine ?*

H.S. : En réalité, avec les obstacles que j'ai mentionnés, nous comptons sur l'aide étrangère, particulièrement de nos voisins, pour surmonter cette situation. Nous pensons que l'Europe et les autres pays arabes peuvent présenter une aide essentielle pour

nous, et ce projet peut contribuer à développer notre économie et dominer ces obstacles. A mon avis, cette initiative est très importante pour nous afin d'aider l'économie palestinienne à aller de l'avant, au moins pour les cinq prochaines années.

A/I : *L'Espagne assurera la présidence de l'Union européenne au cours du premier semestre 2010. Qu'attendez-vous de cette présidence, notamment en termes économiques ?*

H.S. : Vous savez, monsieur Moratinos est un grand ami du peuple palestinien et je pense que l'aide espagnole, supervisée par lui, sera généreuse. Il connaît nos problèmes, nos besoins et nos exigences. Je confie en sa bonne volonté de nous aider vraiment et dans le fait que l'UpM fera office de porte à la Palestine afin d'obtenir l'aide de l'Espagne et de l'Europe. ■